



OBSERVATOIRE géopolitique de l'Indo-Pacifique

LE JAPON ET LES PHILIPPINES, ALLIÉS « PRIVILÉGIÉS » DES ÉTATS-UNIS EN INDO-PACIFIQUE ?

Marianne Peron-Doise / Directrice de recherche à
l'IRIS, co-responsable du programme Asie, directrice
de l'Observatoire géopolitique de l'Indo-Pacifique

Avril 2025



PRÉSENTATION DE L'AUTRICE



Marianne Peron-Doise / Directrice de recherche à l'IRIS, co-responsable du programme Asie, directrice de l'Observatoire géopolitique de l'Indo-Pacifique

Marianne Peron-Doise est directrice de recherche à l'IRIS, spécialiste des questions stratégiques en Asie. Elle y dirige l'Observatoire géopolitique de l'Indo-Pacifique et le Programme Asie-Pacifique. Elle est également chargée d'enseignement à SciencesPo Paris, l'Université catholique de Lille et l'Institut français de Géopolitique.

Ses travaux portent sur les questions géopolitiques en Indo-Pacifique avec un accent sur les questions de sécurité et de défense en Asie du Nord-Est (Japon/Péninsule coréenne), les alliances, les problématiques de sécurité maritime globales, les marines et forces maritimes émergentes ainsi que les principaux théâtres maritimes (océan Indien, Mers de Chine, océan Pacifique).

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE

L'Observatoire géopolitique de l'Indo-Pacifique de l'IRIS a pour ambition de constituer une plateforme visible et référencée afin d'accueillir toutes les contributions et les lectures provenant de différentes parties de l'Indo-Pacifique et de disciplines diverses. Elle offre un lieu de production d'analyses et de débats, mais aussi une bibliothèque thématique sur un espace dont la pertinence commence à peine à être discutée.

Cet observatoire est dirigé par **Marianne Peron-Doise**, directrice de recherche à l'IRIS, et s'inscrit dans le cadre du Programme Asie-Pacifique.



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

Par son poids économique, démographique et la persistance d'une multitude de défis politiques, stratégiques et sécuritaires, l'Asie-Pacifique fait l'objet de toutes les attentions. Le programme Asie-Pacifique de l'IRIS et son réseau de chercheurs reconnu à l'échelle nationale et internationale se donnent pour objectif de décrypter les grandes dynamiques régionales, tout en analysant de manière précise les différents pays qui la composent et les enjeux auxquels ils sont confrontés.

Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Ce programme est co-dirigé par **Marianne Peron-Doise**, directrice de recherche à l'IRIS, et **Emmanuel Lincot**, directeur de recherche à l'IRIS et professeur à l'Institut catholique de Paris.

La récente tournée Indo-Pacifique du secrétaire américain à la Défense, Pete Hegseth fin mars, et ses arrêts aux Philippines et au Japon n'ont que partiellement rassuré les alliés asiatiques des États-Unis frappés dès le 2 avril 2025 par une cascade d'augmentation de droits de douanes, au même titre que le reste du monde. Les propos du Premier ministre australien Anthony Albanese estimant que cette hausse unilatérale n'était pas « l'acte d'un ami » reflète sans doute ce que pensent, sans oser le dire, beaucoup d'alliés des États-Unis comme Tokyo ou Séoul. L'alacrité australienne tient peut-être aussi à des interrogations sur l'état d'avancement du programme AUKUS et la livraison des sous-marins à propulsion nucléaire de Type *Virginia* au cœur de l'accord signé il y a trois ans entre Canberra, Washington et Londres et qui tarde à se concrétiser.

Pour l'instant, la stratégie de Washington reste floue pour l'ensemble de ses proches partenaires. Une partie de l'administration Trump dont Marco Rubio, le secrétaire d'État, et Mike Waltz, le conseiller à la sécurité nationale, semble indiquer que le désintérêt – voire le mépris – pour l'Europe est proportionnel à l'intention de renforcer l'empreinte politico-militaire américaine en Asie pour contrer la Chine. Cela n'est pas sans ambiguïté sur la nature de cet engagement. Les fuites concernant les échanges de certains hauts responsables américains sur *Signal* à la mi-mars 2025¹ ont révélé la réticence de l'administration Trump à intervenir dans la régulation de l'ordre mondial et la défense des biens globaux, dont la liberté de navigation. En l'espèce, l'intérêt ou non, selon eux, de participer à la sécurisation des voies maritimes internationales en mer Rouge, pourtant nécessaire au commerce mondial dont profite largement le commerce américain, au prétexte que les Européens n'y prenaient pas assez leur part. Or ces derniers ont été les premiers à mettre sur pieds une opération navale, *Aspides*, pour protéger le trafic marchand international (et pas uniquement européen) contre les attaques de drones houthies. Les Européens ont également été les premiers à s'engager activement dès 2008 dans la lutte contre la piraterie somalienne au travers de deux opérations, celle de l'OTAN *Ocean Shield* et celle de l'Union européenne *Atalanta*. Cette dernière, dont le mandat a été étendu aux activités maritimes illicites (dont la pêche illégale) est d'ailleurs toujours active avec une frégate déployée dans l'océan Indien. Les marines européennes sont également présentes dans le golfe Persique depuis 2020 dans le cadre de la mission de surveillance du détroit d'Hormuz contre les gardiens de la révolution iraniens, *Emasoh*. Finalement, le bombardement américain contre des installations houthies aura lieu le 15 mars.

¹ Le Grand Continent. « Affaire Signal : textos intégraux », *Le Grand Continent*, 26 mars 2025, <https://legrandcontinent.eu/fr/2025/03/26/affaire-signal-textos-integraux/>

LES ALLIÉS : ENTRE FARDEAUX FINANCIERS ET NÉCESSITÉS STRATÉGIQUES

De passage à Tokyo, Pete Hegseth a tenu un langage aux accents martiaux, assurant que les États-Unis entendaient maintenir une dissuasion « robuste, prête et crédible » en Indo-Pacifique, notamment dans le détroit de Taïwan. Ceci reflète-il ce que pense réellement Donald Trump ? On le sait, ce dernier ne croit pas à la pertinence d'un leadership mondial assuré par les États-Unis. Pour lui, les alliés sont des fardeaux qui profitent à moindre coût de la garantie de sécurité que leur dispense les moyens militaires et la puissance américaine. Ceci est valable pour les Européens tout comme les partenaires asiatiques des États-Unis, au premier plan desquels Tokyo ou Séoul, dont les entreprises florissantes sont responsables des déficits commerciaux américains selon Donald Trump. Taïwan n'est pas mieux considérée. Donald Trump estime en effet que l'île a largement bénéficié de l'aide américaine en matière de défense tout en augmentant sa part du marché mondial des semi-conducteurs avancés, ce qui, à ses yeux, a nui à l'industrie américaine des puces.

Si le scénario d'un retrait américain total de l'Asie reste peu probable et complexe à enclencher, le mal est déjà fait et la confiance entamée. La région doute de l'engagement durable des États-Unis. Le relèvement des droits de douane, même s'il laisse la porte entrouverte à la renégociation d'accords commerciaux comme l'escompte le Premier ministre japonais Shigeru Ishiba, ne peut qu'inciter les pays asiatiques à repenser leurs relations globales avec Washington afin de se prémunir de futurs coups d'éclats. Peut-être que certains, en Asie du Sud-Est notamment, sont enclins à revoir leur coopération avec la Chine qui de son côté, construit des partenariats et élargit sa sphère d'influence sans crainte de s'afficher étroitement aux côtés de la Russie. Pékin utilise d'ailleurs assez habilement la dynamique d'élargissement des BRICS², et le mécanisme « BRICS+ », avec l'arrivée de nouveaux membres et « d'États associés », dont dernièrement l'Indonésie, pour véhiculer ses idées sur le nouvel ordre mondial alors que l'actuelle administration américaine s'emploie méthodiquement à déconstruire le système post-1945.

Certes, les louanges de Pete Hegseth à l'égard du Japon, qualifié de « pierre angulaire de la paix et de la sécurité en Indo-Pacifique », contrastent avec les critiques qu'il a adressé aux alliés européens en février 2025 à Munich, leur disant qu'ils ne devaient pas penser que la présence américaine durerait éternellement. C'est que, face à la Chine, le Japon se révèle

² Initialement 4, les BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) sont devenus les BRICS en 2011 en accueillant l'Afrique du Sud avant de connaître un élargissement notable en 2014 avec les BRICS plus (EAU, Iran, Egypte, Erythrée) puis en 2025 avec l'Indonésie. S'y est depuis ajoutée la catégorie des « états associés ».

stratégiquement précieux pour renforcer la dissuasion régionale que Washington s'efforce de maintenir à un niveau crédible dans la première chaîne d'îles, y compris dans le détroit de Taïwan. Tokyo accueille en effet environ 54 000 militaires américains, dont les trois quarts sur l'île d'Okinawa dans l'extrême Sud de l'archipel. Un porte-avion et son groupe d'attaque sont basés en permanence au cœur de la base navale japonaise de Yokosuka³. L'archipel consacre d'ailleurs la somme annuelle de 1,4 milliards de dollars au titre du *host nation support*, c'est-à-dire de l'accueil des militaires américains et de l'entretien des bases. Dans l'optique de renforcer la coopération bilatérale et l'interopérabilité – toujours embryonnaire – entre forces japonaises et américaines, le secrétaire à la défense a lancé la phase une de l'établissement d'un nouveau quartier général américain basé à Tokyo et qui devrait travailler étroitement avec le commandement interarmées japonais, lui aussi récemment créé⁴.

Pour leur part, les Philippines, alliées clé des États-Unis face à Pékin en mer de Chine méridionale, s'interrogent sur l'évolution de leur relation avec Washington alors que depuis 2023, l'administration Biden avait effectué un rapprochement notable avec elles. Les États-Unis ont ainsi obtenu l'accès à quatre bases militaires sur l'archipel (en sus des cinq accès dont ils disposaient déjà⁵) et en 2024, les deux pays ont signé un accord de renseignement militaire et de partage technologique. Cette dynamique s'est amorcée alors que les rencontres en mer entre garde-côtes philippins et chinois se font de plus en plus violentes, ces derniers harcelant systématiquement les bateaux philippins (y compris les bateaux de pêches), les empêchant d'accéder aux zones disputées dans l'archipel des Spratleys. De fait, lors de son passage le 28 mars 2025, Peter Hegseth a confirmé le versement des 500 millions de dollars promis par son prédécesseur à Manille, en première ligne face à l'expansion maritime de la Chine⁶ et dont les côtes se trouvent à quelques 100 kilomètres de Taïwan. Washington est conscient que la défense philippine doit poursuivre sa modernisation et renforcer des moyens aériens et navals obsolètes. Par ailleurs, le soutien opérationnel des États-Unis reste décisif pour les forces armées philippines qui ont depuis peu pris l'initiative d'organiser des exercices navals conjoints avec leurs homologues des marines américaines, japonaises, australiennes et à l'occasion françaises, dans la zone économique exclusive de l'archipel.

³ USA Facts. « Where are US military members stationed and Why ? », *US Fact*, 3 février 2024. <https://usafacts.org/articles/where-are-us-military-members-stationed-and-why/>

⁴ Sean Parnell, « Secretary of defense Pete Hegseth concludes visit to Japan », *US Department of Defense*, 30 Mars 2025. <https://www.defense.gov/News/Releases/Release/Article/4139267/secretary-of-defense-pete-hegseth-concludes-visit-to-japan/>

⁵ En vertu de l'extension de l'accord de coopération renforcée en matière de défense (EDCA) signé en 2014.

⁶ Depuis 2016, la Chine ignore une décision de la justice internationale estimant que ses prétentions territoriales sur la quasi-totalité de la mer de Chine du Sud n'ont aucune valeur légale.

« GRAND DÉBAT » AMÉRICAIN SUR LES ALLIANCES

De fait, deux visions opposées de l'engagement sécuritaire de Washington en Indo-Pacifique semblent s'être imposées parmi les responsables de la politique étrangère et de sécurité des États-Unis. Selon la première, l'administration Trump, profondément préoccupée par l'influence militaire croissante de la Chine, maintiendra un fort niveau de présence en Asie. Une réduction potentielle de l'engagement des États-Unis en Europe, comme plus ou moins annoncée par Pete Hegseth en février 2025⁷, pourrait accélérer un plus vaste repositionnement stratégique vers l'Asie. Le point de vue opposé, incarné par le vice-président JD Vance serait que l'administration doit se concentrer principalement sur les questions intérieures et le premier cercle des partenaires tout en réduisant les engagements militaires à l'étranger, suivant en cela le principe de « l'America First ». Bien que l'Indo-Pacifique soit probablement l'une des régions les plus importantes au plan politique, économique et militaire pour les États-Unis, notamment comparée à l'Europe, elle pourrait néanmoins être affectée par cette potentielle prise de distance ou de réajustement de priorités, en particulier dans la définition de la politique chinoise des États-Unis⁸.

Les administrations américaines précédentes, en premier lieu l'administration Biden, ont investi des ressources considérables dans le stationnement de troupes en Indo-Pacifique et la réorganisation des alliances et partenariats. Elles étaient motivées par un engagement en faveur du respect du droit international, de l'ordre libéral, des intérêts géopolitiques de l'Amérique et depuis 2018, la mise en œuvre d'une stratégie Indo-Pacifique multidimensionnelle ambitieuse. Pour l'instant, Donald Trump ne fait pas preuve de la même constance.

Pour l'heure, les départements d'État et de la Défense s'opposent fermement à toute réduction de la présence militaire américaine en Asie. Le secrétaire d'État Marco Rubio, connu pour sa position intransigeante à l'égard de la Chine, serait un fervent défenseur du maintien de l'engagement américain. En outre, certains membres du Congrès appellent à une plus grande implication des États-Unis dans la région.

Toutefois, dans l'optique des élections de mi-mandat de l'automne 2026 aux États-Unis, il est plausible que Donald Trump cherchera à privilégier le point de vue de son vice-président par rapport à celui de son secrétaire d'État. Pour s'assurer un succès électoral, Donald Trump

⁷ AFP. « Europe can't assume US troops presence will last », *France 24*, 14 Février 2025. <https://www.france24.com/en/live-news/20250214-europe-can-t-assume-us-troop-presence-will-last-forever-hegseth>

⁸ Jordan McGillis. « Bargaining chips : what the Vance doctrine means for Taiwan », *The Interpreter*, 25 septembre 2024. <https://www.lowyinstitute.org/the-interpreter/bargaining-chips-what-vance-doctrine-means-taiwan>

devra sans doute s'aligner sur les exigences de ses partisans qui prônent « l'Amérique d'abord » et une politique d'orientation isolationniste.

DES ALLIÉS ET PARTENAIRES DANS L'EXPECTATIVE

Au demeurant, si les forces armées américaines devaient réduire leur présence en Indo-Pacifique, le changement serait *a priori* moins dommageable qu'en Europe. Le commandement américain possède d'importants moyens en hommes et en matériels sur leurs territoires de Guam et d'Hawaï dans le Pacifique Nord. Des contingents sont également présents au cœur de l'océan Indien grâce à la base de Diego-Garcia⁹. Néanmoins, le signal envoyé aux alliés et proches partenaires des États-Unis, dont la France riveraine de l'Indo-Pacifique, serait non négligeable. Nul doute que ceux-ci devraient dès maintenant anticiper cette situation et élaborer des stratégies permettant de contrebalancer tout changement potentiel dans l'équilibre des forces régionales. Tout d'abord, ces alliés pourraient clairement expliquer à l'administration Trump combien une présence militaire américaine réduite nuirait aux propres intérêts des États-Unis en Asie. En effet, si l'empreinte des États-Unis diminue, c'est la Chine, et non Washington, qui en profiterait le plus.

Par ailleurs, les alliés et partenaires asiatiques devront renforcer de manière significative leurs propres capacités de défense et renforcer les cadres de coopération et les entraînements opérationnels existants. En dépit des efforts du précédent secrétaire à la Défense Austin pour renforcer les alliances autour d'un système de dissuasion intégré, les partenaires asiatiques des États-Unis ont l'habitude d'opérer sur un format bilatéral très loin d'un modèle de type otanien¹⁰. Le projet du Japon de doubler son budget de défense d'ici 2027 s'appuie sur l'hypothèse que les États-Unis maintiendront leur présence militaire au niveau actuel. Mais, si cette hypothèse devient incertaine, il faudra que Tokyo réévalue sa stratégie et accepte de coopérer davantage avec son proche voisin sud-coréen.

En tout état de cause, si les États-Unis décident de réduire significativement leur présence militaire en Indo-Pacifique¹¹, il sera très difficile pour le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et

⁹ Le sort de la « location » de la base de Diego Garcia par le Royaume uni qui vient de rétrocéder l'archipel des Chagos à l'île Maurice est toujours en discussion entre Londres et Port Louis.

¹⁰ Phillips P. Obrien. « Could allies decide the future of the Indo-Pacific? », *Centre for Strategic and International Studies*, 1er avril 2025. <https://www.csis.org/analysis/could-allies-decide-future-indo-pacific#:~:text=In%20this%20Marshall%20Paper%2C%20Phillips%20P.%20O%E2%80%99Brien%20assesses,for%20logistical%20support%20and%20for%20their%20manufacturing%20capacities.>

¹¹ On notera que le Pentagone n'est pas épargné par la réduction des effectifs décidée par le programme Dodge. Des relèves de hauts postes ont également affecté le commandement américain, dont la première femme Chef d'Etat Major de la Marine.

les Philippines de contrebalancer ce déficit de moyens et de maintenir un rapport de force régional qui ne soit pas entièrement à l'avantage de la Chine. Tous auront sans doute noté que trois jours après la visite japonaise de Pete Hegseth, et en réponse semble-t-il à ses propos mettant en avant la fermeté de la dissuasion américaine, Pékin mobilisait une impressionnante flotte dans le détroit de Taïwan, dont son porte-avions Shandong et se livrait à des manœuvres de grande ampleur simulant des frappes et un blocus de l'île.

Le mythique Office of Net Assessment créé en 1973, considéré comme le *think tank* du Pentagone a été fermé sans explications.

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'événements.